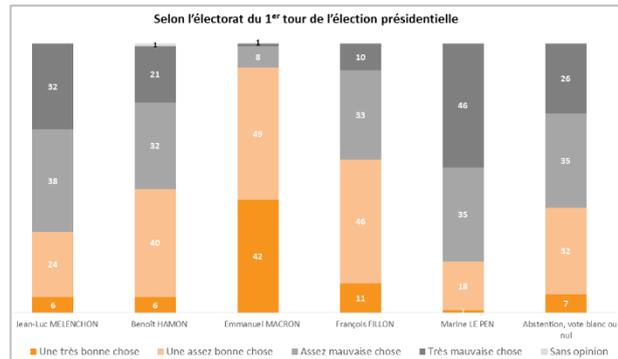


## 1 an après, quel regard sur l'élection d'Emmanuel Macron ?

« Un Président, deux France »

Un an après son élection l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron est considérée comme un événement positif pour le pays par 48% des Français. Ce chiffre est à mettre en regard des 24% et 66% des exprimés obtenus aux deux tours de l'élection présidentielle, et plus précisément des chiffres de 16.7 % des Français<sup>1</sup> obtenus le soir du 24 avril, et 40.2% quinze jours plus tard<sup>2</sup>.

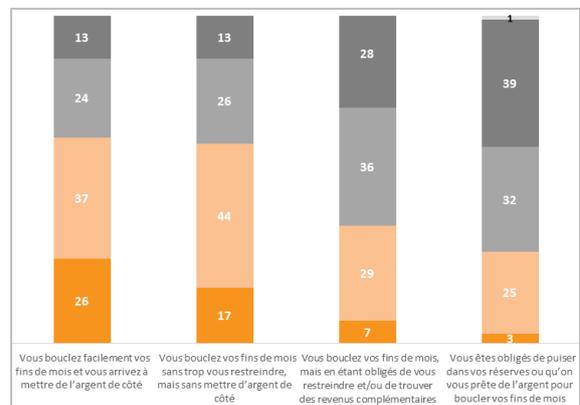
De candidat à Président, il est donc parvenu à conquérir une partie de ceux qui ne s'étaient pas spontanément tournés vers lui lors du 1<sup>er</sup> tour. Si son cœur électoral lui est resté très fidèle (91% estiment que son élection est une *bonne chose*), le candidat a réussi à conquérir sur ce point lors de sa première année de mandat près de la moitié de l'électorat de François Fillon (57%) et de Benoît Hamon (46%).



Ils ne sont en revanche « que » 30% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 19% des électeurs de Marine Le Pen à considérer que son élection a été une *bonne chose* pour la France.

Un regard qui dessine deux France (48% de la population française), un regard clivé politiquement, et qui révèle également un fort clivage social. Si 58% des cadres, 52% des classes moyennes et 49% des retraités portent un regard positif sur l'élection d'Emmanuel Macron, ce taux chute à 38% auprès des employés et 34% des ouvriers.

Liée à la catégorie socio-professionnelle, la grille de lecture de la situation financière pose un constat encore plus net : 63% des personnes finissant facilement leurs fins de mois et en capacité d'épargner<sup>3</sup> estiment que l'élection d'Emmanuel Macron est une *bonne chose*. Ce taux se maintient à 61% auprès de ceux bouclant facilement leurs fins de mois mais sans épargner<sup>4</sup>, alors qu'il chute à 36% pour ceux bouclant leurs fins de mois en se restreignant et/ou en trouvant des revenus complémentaires. Auprès de ceux devant puiser dans leurs réserves ou devant emprunter pour boucler leurs fins de mois, la proportion portant un regard positif sur l'élection d'Emmanuel Macron tombe à 28%.



Finalement, un an après l'élection du candidat d' « En Marche ! », comment expliquer ce regard mitigé, avec d'une part **une capacité à conquérir au-delà de son camp**, et d'autre part **un clivage qui n'a jamais été aussi fort entre catégories les plus aisées et les plus précaires ?**

<sup>1</sup> Population majeure résidente en France et de nationalité française. Ce chiffre inclut donc les votants (dont blanc et nul), les abstentionnistes et les non-inscrits.

<sup>2</sup> 24.01% des suffrages exprimés et 66.10% des suffrages exprimés

<sup>3</sup> Pour la suite de l'analyse, par souci de lisibilité, nous nommerons cette catégorie de population « en très bonne situation financière ».

<sup>4</sup> Nous les nommerons « en assez bonne situation financière ».

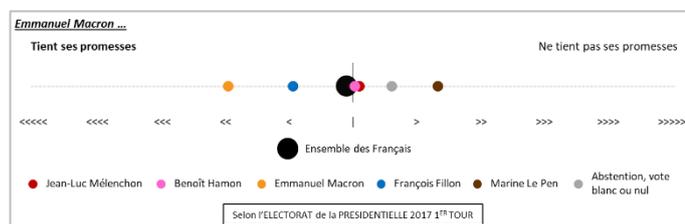
## Une volonté de transformer et une incarnation de la fonction reconnue

En 1 an, Emmanuel Macron est parvenu, aux yeux des Français, à **incarner la fonction présidentielle** et à installer l'image d'un chef de l'Etat portant le retour de la France sur la scène internationale. Quel que soit l'électorat, l'action d'Emmanuel Macron relative à la place de la France sur la scène internationale est jugée favorable (65%) par une majorité, y compris chez les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (58%). Sa façon d'incarner la fonction présidentielle clive davantage les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (39% la jugent positivement) et de Marine Le Pen (28%), mais reste jugée favorablement par une majorité de Français (55%). Au-delà d'une fidélité quasi-unanime de ses électeurs (88%), près de deux électeurs de François Fillon sur trois (64%) adhèrent à son style. Si l'action concernant la place de la France est plutôt saluée (65%), son bilan diplomatique et militaire est plus mitigé (56%).

Marque fortement attribuée à Emmanuel Macron, près de **7 Français sur 10 dépeignent un Président réformateur (69%)**. Spontanément<sup>5</sup>, lorsqu'il leur est demandé de restituer leurs premières idées et images qu'ils ont d'Emmanuel Macron, environ un quart des Français citent le « changement » (11%), le « dynamisme » (6%), la « détermination » (5%), l'« efficacité » (4%). Faisant écho à sa promesse de « transformation radicale » du pays<sup>6</sup>, cette volonté réformatrice lui est donc reconnue, quelle que soit la catégorie de population. « *Cette volonté de réforme se ressent particulièrement au sein de l'Etat : sa transformation est portée au plus haut niveau avec une accélération du rythme perceptible au sein des administrations et un pilotage rapproché.* » souligne Bruno Valet, associé en charge du secteur public au sein du cabinet Wavestone.

Cette image est notamment nourrie par la reconnaissance relativement large dans l'opinion publique, de **sa volonté de transformer la politique**. 59% approuvent son action relative à la moralisation de la vie politique, et près de deux Français sur trois estiment que la présence de ministres issues de la société civile dans le gouvernement est une *bonne chose pour la vie politique française* (65%) et *l'efficacité de l'action publique* (63%). Si la volonté est reconnue, **le chantier apparaît pourtant inachevé**. Faisant écho à une de ses principales promesses de campagne, 51% affirment qu'il n'est pas parvenu, à date, à *transformer la façon de faire de la politique*.

La capacité à apparaître à la **hauteur des engagements de campagne** pour une partie des Français<sup>7</sup>, à « faire ce qu'il a dit », contribue également à l'image d'un Président réformateur. Sur ce sujet, il bénéficie une nouvelle fois de la fidélité de ses électeurs (77%), et recueille l'assentiment de 63% des électeurs de François Fillon. **Ce soutien d'une partie de la droite sur ce sujet révèle une certaine approbation de la politique économique et de la politique d'emploi** : 65% des électeurs de François Fillon approuvent l'orientation donnée à la



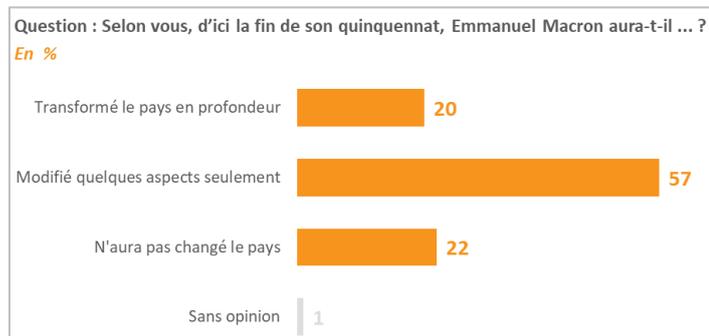
<sup>5</sup> Réponses spontanées (non-suggérées) à la question ouverte « Concernant Emmanuel Macron, quels sont les mots, les images les idées qui vous viennent spontanément à l'esprit ? »

<sup>6</sup> Lors de la présentation de son programme le 2 mars 2017, Emmanuel Macron affirmait : « [...] la France est un pays irréformable. Mais nous ne proposons pas de le réformer. Nous proposons une transformation complète, radicale. Un changement de logiciel sur beaucoup de sujets. »

<sup>7</sup> 45% estiment qu'il *tient ses promesses*, 37% qu'il *ne les tient pas*, 18% optent pour une position intermédiaire.

politique économique et 66% à celle de l'emploi. Cette dynamique d'opinion se mesure également en matière de **politique migratoire** (56% des électeurs de Fillon l'approuvent) et de **politique environnementale** (64%).

En revanche, **l'ampleur de la transformation fait aujourd'hui l'objet d'un doute** : si 20% estiment qu'il parviendra à *transformer le pays en profondeur*, 57% font un pronostic plus modeste et projettent des *modifications sur quelques aspects seulement*<sup>8</sup>. Ce doute se manifeste également auprès des électeurs



d'Emmanuel Macron : 37% affirment qu'il parviendra à *transformer le pays en profondeur*, 57% qu'il le *modifiera sur quelques aspects seulement*. Ce questionnement sur la capacité à transformer réellement le pays apparaît aujourd'hui comme le seul vrai risque dans son socle électoral. « *Les réformes à venir seront essentielles pour créer le sentiment d'une transformation en profondeur, et surtout dessiner une perspective gommant les aspérités de chaque mesure unitaire. La perception d'une transformation réelle passera aussi par la simplification des relations entre l'administration et les citoyens. D'où l'extrême attention qu'accorde le gouvernement au numérique dans ses projets.* » commente Bruno Valet associé en charge du secteur public du cabinet Wavestone.

Pessimisme face aux résistances de la société française ou difficulté à se représenter précisément la nature de cette transformation ? Si 55% lui reconnaissent la capacité à avoir **un projet global pour le pays**, seuls **14% en sont pleinement convaincus**. Si la volonté réformatrice et la capacité à faire sont établies par une majorité de l'opinion publique, la direction et les objectifs de la transformation font-ils consensus ?

### Une crispation et une incompréhension sur les objectifs et le sens de la transformation

1 an après l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron, et dans un contexte économique qui semble s'améliorer, **le pessimisme reste dominant** : 58% estiment que l'action d'Emmanuel Macron *ne permettra pas d'améliorer la situation du pays*, et plus important encore, 81% qu'elle *n'améliorera pas leur situation personnelle*. Au-delà ce constat global relativement sombre, il existe une tension criante : si une partie de l'opinion publique concède que la situation du pays sera meilleure (42%), moins d'un Français sur cinq estime qu'il y aura des conséquences positives pour sa propre vie. Un écart de 23 points qui laisse transparaître **un certain doute sur les bénéfices personnels qu'apporterait une situation économique meilleure à l'échelle du pays**. L'optimisme à l'égard de l'avenir, qu'il s'agisse du pays ou de sa propre situation personnelle, est l'objet d'un clivage net et croissant entre les catégories les plus aisées et les plus défavorisées. A titre d'exemple, si 60% des personnes ayant la situation

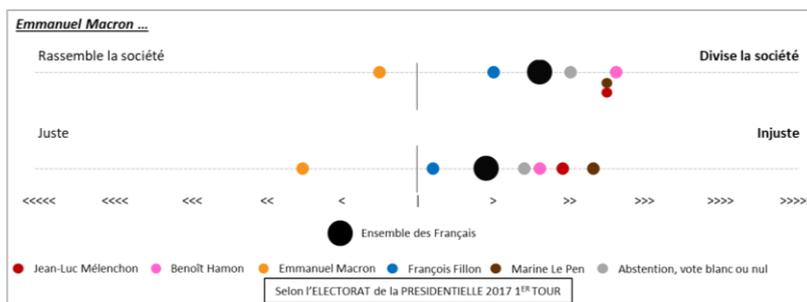
<sup>8</sup> 22% estiment même qu'il *n'aura pas changé le pays*.

financière la plus favorable<sup>9</sup> affirment que la situation économique du pays va s'améliorer, ce constat n'est partagé que par 22% des personnes dont la situation est la plus défavorable<sup>10</sup>.

Ce constat est notamment la conséquence d'un fort sentiment d'injustice.

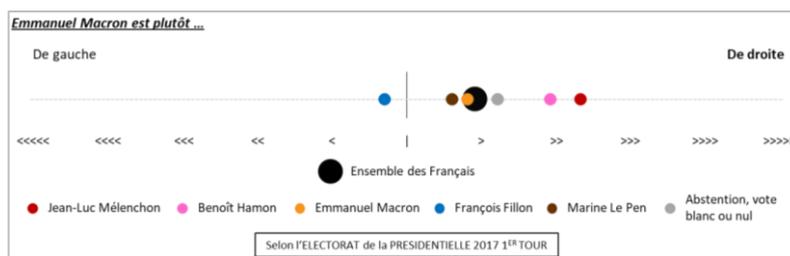
L'expression *Président des riches* est spontanément évoquée par 9% des Français pour décrire Emmanuel Macron. 51% jugent sa

politique *injuste*<sup>11</sup>. Seul son électorat de 1<sup>er</sup> tour fait plutôt l'observation inverse (66% décrivent sa politique comme *juste*). 6 Français sur 10 affirment qu'il divise la société. Enfin, sa politique sociale n'est approuvée que par 39% des Français. Si une courte majorité (52%) des personnes ayant la situation financière la plus favorable portent ici un jugement positif, le regard est nettement plus négatif auprès des personnes en situation financière relativement défavorable<sup>12</sup> (31%) et ceux dont la situation est la plus défavorable (19%).



Dans ce contexte, la promesse du « en même temps » apparaît assez largement déçue. Seuls 16% estiment que la politique menée pendant la première année du quinquennat avait pour objectif de « libérer », tout autant que de « protéger ». Si cette promesse n'est, à date, pas tenue, elle reste un cap souhaitable pour la suite du quinquennat (47%).

Ce jugement appuie le sentiment d'un déséquilibre concernant son orientation politique globale : 48% des Français estiment que la politique menée est *de droite*<sup>13</sup>.



**Pour la suite du quinquennat, les Français expriment de très nombreuses attentes et établissent deux grandes priorités : l'emploi (39% de citations) et le pouvoir d'achat (35%).** La lutte contre le terrorisme (28%), la protection sociale (28%), l'immigration (25%) et la réforme de l'Etat (24%) apparaissent également comme des chantiers essentiels. Faisant écho au pessimisme dominant, et ce notamment pour leur propre situation individuelle, les Français mettent au premier rang des leurs attentes des « peurs » personnelles. « Ces domaines prioritaires pour les Français, qui font l'objet de nombreux chantiers déjà engagés, nécessitent un énorme effort de pédagogie et d'accompagnement pour aligner et mobiliser les parties prenantes. » souligne Bruno Valet associé en charge du secteur public du cabinet Wavestone.

Si l'orientation de la politique suscite des critiques, la **personnalité du chef de l'Etat est également un sujet de crispation** pour une partie de l'opinion publique. La description spontanée d'Emmanuel Macron déclenche vulgarités et insultes chez 15% de la population, 10% évoquant spontanément son

<sup>9</sup> Personnes affirmant « boucler facilement ses fins de mois et mettre de l'argent de côté ».

<sup>10</sup> Personnes affirmant « devoir puiser dans ses réserves ou prêter de l'argent pour boucler ses fins de mois ».

<sup>11</sup> 30% la considèrent *juste*, et 17% optent pour une position intermédiaire.

<sup>12</sup> Personnes affirmant « boucler ses fins de mois en se restreignant et/ou trouvant des revenus complémentaires ».

<sup>13</sup> 17% la considèrent *de gauche*, et 33% optent pour une position intermédiaire.

arrogance. Ces réactions, parfois extrêmes, entrent en résonance avec la perception assez largement partagée par les Français d'un Président distant (66% estiment qu'il est *éloigné des gens comme eux*), et dans une moindre mesure *inquiétant*. Par ailleurs, le sentiment d'un exercice individuel du pouvoir contribue à concentrer les critiques, notamment relatives à la politique menée, directement sur la personnalité d'Emmanuel Macron.

1 an après l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron, **la France apparaît plus que jamais coupée en deux**. Alors que la formule du « en même temps » avait pour objectif de rassembler la société, la déception face à cet engagement polarise les divergences d'opinions entre les catégories les plus aisées et les plus défavorisées. Alors qu'Emmanuel Macron est parvenu à fidéliser son camp et à conquérir une partie de la droite, les Français qui lui sont opposés sont plus que jamais en désaccord avec l'orientation politique. Si la volonté réformatrice est globalement reconnue, le sens de la transformation voulue ne parvient pas à rassembler les Français. **D'un Président face à deux France, les Français attendent d'Emmanuel Macron qu'il devienne le Président des deux France.**

Pour Bernard Sananes, Président du cabinet d'études et de conseil Elabe "*Les Français reconnaissent au chef de l'Etat sa volonté de transformation, mais doutent de sa capacité à la mener en profondeur. Si beaucoup de Français savent que le statu quo n'est pas possible, ils s'interrogent sur le sens de cette transformation et se demandent s'ils vont en bénéficier, où la transformation va les mener. Emmanuel Macron a fait la pédagogie de la transformation, mais il n'est pas parvenu à la mettre en perspective, à lui donner du sens.*"